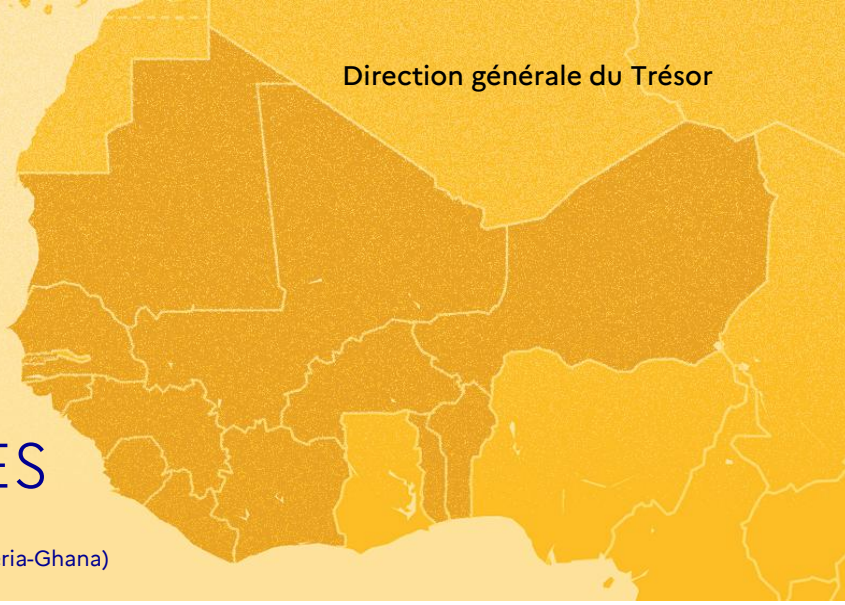
MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°650 – 06 novembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Création de la Banque Africaine de l'Énergie

Le 31 octobre 2026, lors de leur première assemblée générale à Abuja, l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ont officiellement créé la Banque africaine de l'énergie (BAE), dotée d'un capital autorisé de 5 Md USD. Le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, et président en exercice de l'APPO, a notamment été élu à la tête de l'Assemblée générale de cette nouvelle institution panafricaine pour un mandat d'un an. La BAE vise à soutenir le financement l'ensemble de la chaîne pétrolière et gazière, dans un contexte où les besoins d'investissement énergétique du continent sont estimés à 200 Md USD et que les bailleurs traditionnels se retirent des énergies fossiles. L'Égyptien Helmy Ghazi en devient le premier président, et le Nigeria, l'Angola et le Ghana auraient commencé à verser leurs contributions. Les premières opérations sont attendues en janvier 2027. Pour rappel, la décision de la création de la BAE a été approuvée en 2022 par l'APPO.

Bénin

Signature d'un accord de 37,1 M USD avec le FIDA pour l'entrepreneuriat agricole des jeunes

Le 26 octobre 2026, le gouvernement béninois et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé un accord de financement de 37,1 M USD en faveur du Projet d'appui à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat agricole (ProPEA). Première convention conclue depuis l'ouverture du bureau du FIDA à Cotonou en mars 2025, cette initiative s'inscrit dans une enveloppe globale de 149,1 M USD, cofinancée par le gouvernement, le secteur privé, ainsi que d'autres partenaires techniques et financiers. D'une durée de 8 ans, le ProPEA ciblera 50 000 ménages ruraux soit plus de 360 000 bénéficiaires (dont 60 % de jeunes), à travers la formation, l'accès au crédit et l'assurance agricole. Axé sur l'agriculture, l'aquaculture et l'aviculture résilientes au climat, le programme vise notamment la création de 21 000 emplois décents pour les jeunes d'ici 2033.

Le chiffre à retenir

6,8 Md EUR

Le budget révisé de la Guinée pour l'année 2026, soit une hausse de 5,8 % par rapport au budget initial

Le pays occupe le 11e rang africain dans le classement 2026 de l'Indice de liberté économique de l'Institut Fraser

Etabli à partir de 46 indicateurs répartis en cinq domaines (poids de l'État dans l'économie, système juridique et droits de propriété, stabilité monétaire, échanges commerciaux avec l'étranger et réglementation des affaires),



l'Indice de liberté économique, publié par l'Institut Fraser, permet de mesurer le degré d'ouverture économique d'un pays. Selon le classement 2026, le Bénin se positionne au 11e rang africain et au 99e rang mondial sur 165 pays. En Afrique de l'ouest, le pays est devancé par le Cap-Vert (42e mondial), la Gambie (68e) et se positionne juste devant le Sénégal (100e), le Nigéria (103e) et la Côte d'Ivoire (107e).

Burkina Faso

Ratification d'un financement de 120 M USD pour renforcer la protection sociale

Le 22 octobre 2026, le Conseil des ministres a marqué son accord pour la ratification de l'ordonnance autorisant le financement signé le 14 juillet 2026 avec l'Association internationale de développement (IDA). D'un montant total de 120 M USD, ce financement soutiendra, pendant cinq ans, le Projet d'autonomisation économique des ménages pauvres et vulnérables pour la résilience et la protection sociale adaptative (PARPS). Déployé sur l'ensemble du territoire, prioritairement dans six régions, il prévoit entre autres (i) l'organisation de 120 000 ménages en coopératives, (ii) la création de 4 800 coopératives et 1 200 unités économiques locales, ainsi que (iii) le renforcement des capacités de stockage. La ratification accélère la mobilisation des fonds et l'entrée en vigueur du projet.

Côte d'Ivoire

Inauguration de la plus grande centrale biomasse d'Afrique de l'Ouest

Le 5 novembre, le gouvernement a officiellement inauguré la centrale BIOVEA d'Ayébo, près d'Aboisso, dans le sud-est du pays. Dotée d'une puissance installée de 46 mégawatts, la centrale produira près de 340 gigawattheures d'électricité par an, soit l'équivalent des besoins annuels d'environ 1,7 million de personnes, faisant de cette centrale la plus grande installation électrique d'Afrique de l'Ouest. Ce projet est porté par BIOVEA Energie, un consortium composé des entreprises françaises EDF et Meridiam, ainsi que l'acteur ivoirien Biokala (filiale du groupe SIFCA), dans le cadre d'une convention de concession conclue avec l'État en 2019 couvrant la conception, le financement, la construction et l'exploitation de la centrale pendant 25 ans. Le projet a également été financé à hauteur de 140 M EUR par Proparco, filiale du groupe de l'Agence française de développement (AFD).

PETROCI expédie sa première cargaison de pétrole brut

Le 31 octobre 2026, PETROCI CI-26, filiale de PETROCI Holding détenue par l'État ivoirien, a procédé à sa première expédition de pétrole brut en qualité d'opérateur, depuis la reprise du champ Espoir il y a un peu plus de 3 mois. Cette opération marque le début des activités de commercialisation du brut produit dans le cadre de l'exploitation du champ par l'entreprise nationale. Pour rappel, le champ a produit 1,7 M barils de pétrole brut en 2023, soit un peu moins de 5000 barils par jour environ.

Gambie

Signature d'un accord avec Intouch pour la sécurisation des recettes publiques

Le Groupe sénégalais Intouch a signé, le 30 octobre à Banjul, un contrat de 10 ans avec le Ministère des Finances et des Affaires économiques de la Gambie pour la mise en place d'un dispositif numérique de suivi des transactions, de collecte des paiements et de contrôle des recettes publiques. Retenue parmi



trois candidats à l'issue d'un appel d'offres international, la solution proposée par Intouch doit permettre à l'administration fiscale de disposer de données, sans dépendre des montants déclarés par les contribuables. Son intervention reposera sur trois volets : (i) le suivi en temps réel des transactions et des recettes publiques, (ii) le traitement des paiements à travers une infrastructure sécurisée et interopérable, ainsi que (iii) la surveillance et le contrôle grâce à des outils d'audit et d'alerte. Le secteur des jeux et paris sportifs, en forte croissance en Gambie, est une cible prioritaire de ce dispositif.

Guinée

Inauguration officielle de la première raffinerie d'or et lutte contre l'orpaillage illégal

La Guinée accélère la restructuration de sa filière aurifère, avec un double objectif : assainir l'exploitation de l'or et capter davantage de valeur ajoutée localement. Cette orientation s'est traduite par deux initiatives récentes : l'inauguration officielle, le 1er novembre 2026 de Nimba Gold Refinery, la première raffinerie d'or du pays, par le Président guinéen et le durcissement de la lutte contre l'orpaillage anarchique à Siguiri, principale zone aurifère du pays. La raffinerie devrait permettre à la Guinée de transformer localement sa production, d'améliorer la traçabilité des flux et de mieux contrôler la commercialisation de l'or. L'objectif serait de raffiner localement 30 % de l'or guinéen, quelques mois après l'annonce du gouvernement de l'interdiction d'exporter de l'or sous forme brute et de l'obligation associée de le raffiner sur le territoire guinéen. Dans cette perspective, après la suspension de l'orpaillage artisanal à Siguiri le 29 octobre 2026, un dispositif sécuritaire a été déployé le 2 novembre dernier pour interdire l'exploitation illégal, contrôler les sites et réserver l'achat et la vente de l'or aux comptoirs agréés. Le principal défi sera toutefois de formaliser une activité artisanale qui fait vivre de nombreuses populations, sans provoquer de tensions sociales ni compromettre les volumes d'approvisionnement nécessaires à la raffinerie.

Présentation du budget révisé 2027 à l'Assemblé nationale

Le 24 octobre 2026, la Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget a présenté à l'Assemblée nationale le projet de Loi de finances rectificative (LFR) 2026, portant le budget de l'État à 67 925,9 Md GNF (6,8 Md EUR), soit une hausse de 5,8 % par rapport à la loi de finances initiale. Les recettes fiscales ont été révisées à la hausse (+8 %) et la pression fiscale projetée à 14,2 % du PIB dans la LFR 2026, contre 12,9 % initialement. Pour contenir l'impact du conflit au Moyen-Orient, en particulier à la hausse des cours internationaux du pétrole, le Gouvernement a décidé de maintenir le prix aux usagers des produits pétroliers à 12 000 GNF (1,2 EUR) le litre, avec un effort budgétaire de 5 489,7 Md GNF (552,3 M EUR), soit 10 % des recettes fiscales attendues. En parallèle, le budget révisé prévoit de consacrer environ 26 491 Md GNF (2,7 Md EUR) à l'investissement public, soit près de 39 % des dépenses totales. Le programme Simandou 2040 constituant l'un des principaux bénéficiaires, avec une allocation de 9 955,5 Md GNF (1 Md EUR). En outre, le déficit budgétaire est affiché en baisse à 2,01 % du PIB, contre 2,07 % dans le budget initial.

Guinée-Bissau

Accord au niveau des services du FMI sur la 12e revue FEC

Le 3 novembre 2026, les services du FMI ont annoncé la conclusion d'un accord avec la Guinée-Bissau sur la 12e et dernière revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Sous réserve de l'approbation de sa



Direction et du Conseil d'administration du FMI, le pays pourrait recevoir 1,2 M DTS (1,6 M USD), portant les décaissements cumulés à 39,8 M DTS (53,9 M USD). La croissance est projetée à 4,8 % en 2026 tandis que l'inflation se situerait à -0,7 % en glissement annuel en septembre 2026. Le programme a contribué à ramener le déficit budgétaire à 4,2 % du PIB en 2026 (contre 8,2 % en 2023), tandis que la dette publique devrait atteindre 74 % du PIB. En outre, les autorités de transition souhaiteraient désormais négocier un nouveau programme axé sur la discipline budgétaire, la mobilisation des recettes et les réformes structurelles, tout en soutenant les investissements dans l'éducation, la santé, les infrastructures, l'énergie et l'agriculture.

Renforcement du cadre de partenariats public-privé

Le 29 octobre 2026, les autorités ont lancé officiellement le Projet de renforcement de l'environnement des partenariats public-privé pour la promotion des investissements privés (PREPIP), avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAfD), à hauteur d'environ 800 Md FCFA (1,2 M EUR). Mis en œuvre par le ministère de l'Administration publique, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et d'une durée de deux ans, ce projet pilote, également déployé en Gambie, au Togo et à Madagascar, doit améliorer la mobilisation des investissements privés, protéger les finances publiques et élaborer une stratégie de soutien au secteur privé local, mais aussi en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes.

Libéria

La croissance atteint 5,1 % mais reste peu créatrice d'emplois

Le 3 novembre 2026, la Banque mondiale a indiqué dans la 7e édition de son Rapport sur l'économie libérienne que le taux de croissance se serait établi à 5,1 % en 2025, portée par le rebond de l'activité minière (+17 %) et les services (+4,6 %). La situation budgétaire s'est améliorée, avec un déficit ramené de 2,5 % à 2,1 % du PIB, et une dette publique réduite de 56,4 % à 55,1 % du PIB, respectivement en 2024 et 2025. Cette performance demeure insuffisante pour réduire la pauvreté, faute d'emplois nombreux et productifs. La Banque mondiale préconise de préserver la stabilité macroéconomique, d'accroître les recettes intérieures, de renforcer le secteur privé et d'améliorer la gouvernance des entreprises publiques, afin de favoriser une croissance plus inclusive. La croissance économique devrait atteindre en moyenne 5,3 % entre 2026 et 2028 et le déficit budgétaire se situer à 2,3 % du PIB en moyenne sur la même période.

Mali

Le secteur minier aurait apporté 1,4 Md EUR de recettes à l'État en 2025

Le 22 octobre 2026, le ministre des Mines a tenu une conférence de presse sur l'assainissement du secteur minier. Il a indiqué entre autres qu'en 2025, les sociétés minières ont versé 940 Md FCFA (1,4 Md EUR) à l'État, tandis que les exportations d'or ont atteint 2 750 Md FCFA (4,2 Md EUR), contre 1 610 Md FCFA (2,5 Md EUR) en 2024, dans un contexte de hausse des cours internationaux. La production industrielle a toutefois reculé à 42,2 tonnes, contre 54,8 tonnes, en raison notamment de la baisse de la production de Loulo-Gounkoto (en lien avec l'arrêt temporaire de la production du site de la société canadienne Barrick Gold). En outre, plus de 90 permis de recherche ont été annulés pour non-respect des obligations. Pour rappel, le Code minier de 2023 prévoit une participation accrue des intérêts maliens, tandis que le gel des nouvelles demandes, décidé en 2022, s'achève progressivement. Au 1er semestre 2026, la production industrielle d'or



s'est établie à 23,5 tonnes, pour un objectif annuel de 43,2 tonnes.

Mauritanie

La BCM relève son taux directeur à 7,25 % pour freiner l'inflation

Le 28 octobre 2026, le Conseil de politique monétaire a décidé de relever le taux directeur de de la Banque centrale de Mauritanie (BCM) de 6,75 % à 7,25 %. Ce resserrement de la politique monétaire intervient après une accélération de l'inflation à 9,3 % en septembre 2026 en glissement annuel, au-dessus des 8,2 % anticipés. Selon le Conseil, la hausse des prix s'étend désormais au-delà des produits frais et de l'énergie. De même, le taux de réserves obligatoires des banques a été relevé de 8 % à 15% afin de renforcer l'absorption de la liquidité structurelle et la transmission du taux directeur. Cette décision devrait immobiliser 10,2 Md MRU (224,8 M EUR) supplémentaires, portant le montant total des réserves obligatoires à 21,8 Md MRU (481,5 M EUR), à dépôts constants.

Signature de deux accords de partage de production avec Murphy Oil

Le 3 novembre à Nouakchott, le gouvernement a signé deux contrats de partage de production avec l'entreprise américaine Murphy Oil pour les blocs offshore pétroliers C10 (au nord de Greater Tortue Ahmeyim) et Tiof (en face de la région de Nouakchott) situé dans une zone offshore ultra-profonde (jusqu'à 2000 m). Le bloc de Tiof dispose de réserves estimées à environ 280 M de barils de pétrole.

Sénégal

Moody's abaisse à nouveau la notation souveraine du pays

Le 29 octobre 2026, Moody's a de nouveau abaissé la notation souveraine en devises étrangères du Sénégal de "Caa2" à "Ca", assortie d'une perspective "stable". Cette dégradation traduit un "risque de crédit extrêmement élevé" et des perspectives de restructuration de la dette plus préjudiciables que prévu. L'agence estime désormais entre 35% à 65% les pertes potentielles pour les créanciers privés extérieurs dans le cadre d'un futur traitement de la dette, contre 10% à 20% précédemment associées à la note "Caa2". Cette cinquième dégradation, qui intervient moins de deux mois après celle du 28 août 2026, reflète notamment les incertitudes entourant le périmètre et les modalités de traitement de la dette. En revanche, la notation de la dette en monnaie locale est maintenue à "Caa2", avec une perspective stable, malgré une exposition des banques aux tensions de liquidité et aux difficultés de financement de l'Etat.

Le parlement rejette la LFR 2026

Le 3 novembre 2026, l'Assemblée nationale a rejeté le projet de loi de finances rectificative (LFR) pour l'année 2026, à la suite d'une question préalable soumise par la majorité de Pastef, sur le fondement de l'article 83 de son règlement intérieur. Cette procédure a ainsi mis fin à l'examen du texte, sans discussions générale au fond. Les députés de l'opposition ont notamment contesté la sincérité des prévisions budgétaires et dénoncé la non transmission de documents essentiels à leur analyse (rapports d'exécution budgétaire du 3e trimestre 2026, rapport de l'Inspection générale des finances publiques et de Mazars sur la dette, mémorandum conclu avec le FMI, etc.). Plusieurs points de désaccord ont notamment été soulignés : (i) le déficit, plafonné à 7,6% du PIB selon le Gouvernement, mais jugé surestimé par l'opposition, qui s'interroge sur la capacité de l'Etat à exécuter certaines dépenses avant la fin de l'année, (ii) la baisse des investissements publics (-555 Md FCFA ; 846,1 M EUR) ; (iii) la révision à la baisse de 59,2 % des recettes attendues du Plan de redressement économique et social (PRES), ramenées à



311 Md FCFA (474,1 M EUR) pour 2026 ; (iv) les subventions énergétiques et l'importance des arriérés dus aux entreprises (1 956,3 Md FCFA ; 3 Md EUR), notamment dans le secteur de l'énergie ; (vi) l'efficacité du système de protection sociale et le ciblage des bénéficiaires.

Togo

La Banque mondiale prévoit une croissance de 5,2 % en 2026

Dans son rapport *Macro Poverty Outlook* d'octobre 2026, la Banque mondiale table pour 2026 sur un taux de croissance économique de 5,2 % (contre +6,3 % en 2025), portée par l'industrie (+5,4 %) et les services (+5,2 %). Le déficit budgétaire se creuserait à 3,4 % du PIB en 2026, contre 3,2 % en 2025. En conséquence, la dette publique augmenterait légèrement, de 63 % du PIB en 2025 à 63,6 % en 2026. Enfin, le taux de pauvreté (seuil de 4,2 USD/jour) continuerait de baisser pour se situer à 47,4 % en 2026, contre 49,4 % en 2025. Pour 2027 et 2028, la croissance rebondirait, respectivement à 5,8 % et 6,2 %. Le déficit budgétaire s'établirait sur la même période au niveau du seuil communautaire de l'UEMOA, notamment à 3 % du PIB, favorisant une baisse de l'endettement public à 60,5 % du PIB d'ici 2028. Le taux de pauvreté poursuivrait son repli pour atteindre 43,8 % à l'horizon 2028.



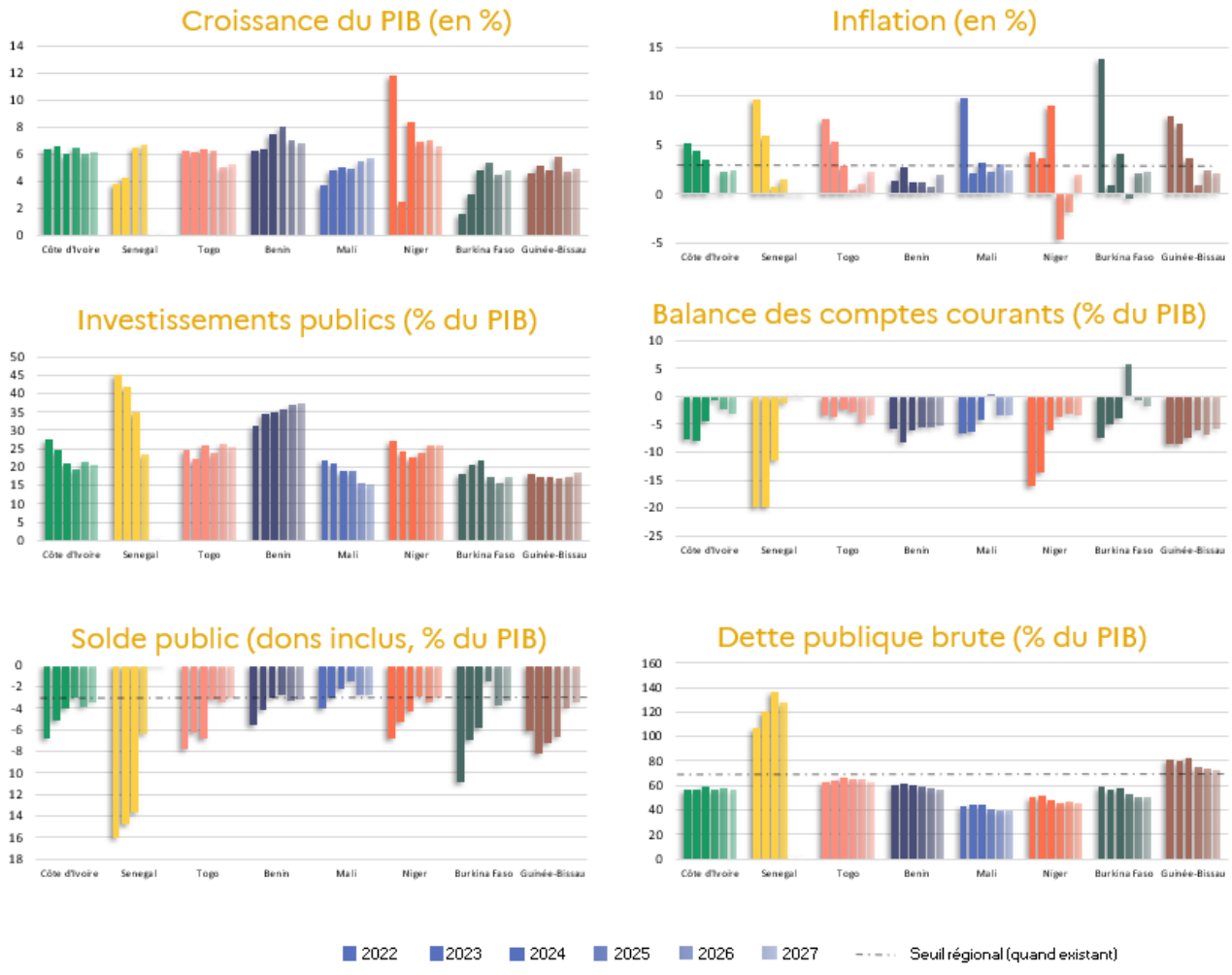
Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2026 (1/2)

	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant ($)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Benin	8,1 %	7,0 %	6,8 %	1661	1799	1904	1,1 %	0,8 %	2,0 %	15,9 %	16,1 %	16,3 %
Burkina Faso	5,3 %	4,4 %	4,8 %	1150	1316	1378	-0,5 %	2,1 %	2,2 %	23,6 %	21,4 %	21,6 %
Côte d'Ivoire	6,5 %	6,0 %	6,1 %	3037	3264	3432	0,1 %	2,2 %	2,5 %	17,0 %	17,0 %	17,1 %
Guinée-Bissau	5,8 %	4,7 %	4,9 %	1315	1429	1509	0,9 %	2,5 %	2,1 %	12,8 %	13,7 %	14,7 %
Mali	4,9 %	5,5 %	5,7 %	1238	1343	1409	2,3 %	3,0 %	2,5 %	18,6 %	19,0 %	19,3 %
Niger	6,9 %	7,0 %	6,5 %	730	774	810	-4,7 %	-1,9 %	2,0 %	12,7 %	12,8 %	13,0 %
Sénégal	6,7 %			1934			1,4 %			20,8 %		
Togo	6,3 %	5,0 %	5,3 %	1371	1480	1558	0,4 %	1,1 %	2,3 %	16,6 %	18,0 %	17,7 %
Cap Vert	6,3 %	5,0 %	5,0 %	5961	6556	7011	2,3 %	1,2 %	2,8 %	28,3 %	26,8 %	26,9 %
Gambie	5,7 %	5,1 %	5,1 %	974	1030	1087	7,9 %	7,0 %	5,8 %	22,9 %	25,1 %	23,3 %
Guinée	6,9 %	7,2 %	7,8 %	2675	2797	3011	3,1 %	6,3 %	5,8 %	12,5 %	13,1 %	13,5 %
Liberia	5,1 %	5,5 %	5,1 %	910	976	1023	8,3 %	5,9 %	7,1 %	20,9 %	24,3 %	21,0 %
Mauritanie	3,6 %	4,4 %	4,4 %	2723	3015	3059	1,6 %	8,0 %	7,2 %	22,5 %	24,6 %	24,4 %
Sierra Leone	4,8 %	4,0 %	4,4 %	874	946	962	7,6 %	13,8 %	13,0 %	12,8 %	12,7 %	13,9 %
Afrique Subsaharienne	4,5 %	4,5 %	4,5 %	1772	1980	2116	12,6 %	8,6 %	8,6 %	18,2 %	18,7 %	18,3 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Benin	35,8 %	36,9 %	37,3 %	-5,7 %	-5,6 %	-5,2 %	-2,7 %	-3,3 %	-3,1 %	59,3 %	58,1 %	56,5 %
Burkina Faso	17,2 %	15,6 %	17,2 %	5,8 %	-0,6 %	-1,7 %	-1,5 %	-3,8 %	-3,3 %	53,2 %	51,0 %	50,9 %
Côte d'Ivoire	19,3 %	21,3 %	20,6 %	-0,6 %	-2,4 %	-3,2 %	-3,0 %	-3,8 %	-3,5 %	57,1 %	57,8 %	56,9 %
Guinée-Bissau	16,7 %	17,5 %	18,5 %	-6,2 %	-7,0 %	-5,7 %	-6,7 %	-4,0 %	-3,5 %	75,1 %	73,9 %	72,0 %
Mali	18,8 %	15,6 %	15,2 %	0,1 %	-3,4 %	-3,4 %	-1,5 %	-2,8 %	-2,8 %	40,3 %	39,7 %	39,0 %
Niger	23,8 %	25,7 %	25,9 %	-3,7 %	-3,0 %	-3,3 %	-2,9 %	-3,4 %	-3,0 %	45,5 %	46,3 %	45,4 %
Sénégal	23,4 %			-1,2 %			-6,4 %			127,7 %		
Togo	24,0 %	26,1 %	25,3 %	-2,8 %	-4,8 %	-3,4 %	-3,2 %	-3,4 %	-3,0 %	64,9 %	64,7 %	63,0 %
Cap Vert	19,8 %	19,7 %	19,2 %	3,4 %	-1,9 %	-2,2 %	1,1 %	-2,0 %	-0,8 %	115,4 %	109,9 %	103,6 %
Gambie	23,6 %	24,4 %	24,7 %	-4,1 %	-5,9 %	-5,2 %	-4,7 %	0,0 %	-1,0 %	73,7 %	67,4 %	70,4 %
Guinée	10,8 %	10,8 %	10,8 %	-14,7 %	-10,7 %	-3,5 %	-6,4 %	-3,7 %	-3,5 %	36,3 %	34,8 %	31,9 %
Liberia				-7,0 %	-19,9 %	-19,6 %	-2,1 %	-1,4 %	-2,7 %	55,1 %	54,0 %	55,1 %
Mauritanie	54,9 %	55,5 %	53,5 %	-5,8 %	-7,8 %	-7,4 %	-0,3 %	0,0 %	0,6 %	40,4 %	38,3 %	38,5 %
Sierra Leone	16,3 %	18,0 %	18,3 %	-5,2 %	-4,7 %	-4,2 %	-4,2 %	-2,9 %	-0,9 %	51,4 %	50,1 %	45,4 %
Afrique Subsaharienne	18,1 %	19,4 %	19,6 %	-0,8 %	-0,6 %	-0,9 %	-3,6 %	-3,7 %	-3,4 %	56,8 %	55,5 %	54,5 %

Brèves économiques
Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2026 (2/2)





Agenda

Date	Lieu	Évènement
11-13 novembre	Abidjan	Ivoire Tech Forum 2026
12-13 novembre	Cotonou	TLC 2026 | Transport Logistique Cotonou
11-14 novembre	Conakry	Simandou Mining Summit
16-20 novembre	Abidjan & Dakar	French Energy Tour 2026 - Côte d'Ivoire et Sénégal
16-20 novembre	Cotonou	Cyber Africa Forum (16–17 novembre)
		AfriLabs Annual Gathering (18–20 novembre)
18-22 novembre	Conakry & Abidjan	French Mining Days @ SIREXE 2026 - Côte d'Ivoire et Guinée
18-22 novembre	Abidjan	Salon International des Ressources Extractives et de l'Énergie (SIREXE)
24-25 novembre	Paris	Ambition Africa 2026
26-28 novembre	Abidjan	4e édition de la Nuit Panafricaine du Bâtiment
27 novembre - 13 décembre	Lomé	Foire Internationale de Lomé
30 nov -2 déc	Cotonou	Bpifrance - Business France / Parcours Business International

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr **& suivez notre page** LinkedIn